Afin de pouvoir s'acquitter des responsabilités qui lui sont confiées touchant cette entreprise vitale de l'Organisation des Nations Unies, le secrétaire général compte que les gouvernements des États Membres qui sont en mesure de fournir une assistance de la manière et sur la base indiquées et disposés à le faire pourront, d'urgence, avancer provisoirement des fonds s'élevant à dix millions de dollars au moins.

Si, comme il l'espère, le Gouvernement de Son Excellence est à même de donner une suite favorable à la présente demande, le Secrétaire général ne manquera pas de fournir, dans toute la mesure du possible, les renseignements supplémentaires concernant la question que le représentant du Gouvernement de Son Excellence pourra lui demander.

Le Gouvernement égyptien a donné l'assurance qu'il coopérerait sans réserve avec les Nations Unies pour s'acquitter de sa part dans les opérations de dégagement du canal.

Certains gouvernements avaient déjà donné de fermes assurances d'assistance tandis que d'autres convenaient d'examiner sans délai la requête.

Après ce bref exposé de l'état des principaux aspects de la situation au Moyen-Orient dont les Nations Unies ont été saisies, on peut examiner les délibérations de l'Assemblée générale qui ont commencé le 17 janvier. Il a déjà été fait mention du premier document soumis à l'Assemblée et qui est la note du secrétaire général sur l'exécution des résolutions portant retrait des troupes. Le premier jour du débat, un projet de résolution appuyé par vingt-cinq délégations arabo-asiatiques a aussi été déposé. En voici le texte:

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 997 (ES-I) du 2 novembre 1956, 998 (ES-I) et 999 (ES-I) du 4 novembre 1956, 1002 (ES-I) du 7 novembre 1956 et A/RES/410 du 24 novembre 1956,

Prenant note du rapport du secrétaire général en date du 15 janvier 1957 (A/3500 et Add. 1),

1. *Constate avec regret et inquiétude* qu'Israël ne s'est pas conformé aux dispositions des résolutions susmentionnées;

2. *Prie* le secrétaire général de poursuivre ses efforts pour obtenir le retrait total d'Israël conformément auxdites résolutions—et de présenter à l'Assemblée générale un rapport sur ce retrait—dans un délai de cinq jours.

Les discours longs et parfois vigoureux faisaient pour ainsi dire abstraction de la question de savoir si Israël était tenu de retirer ses troupes. L'Assemblée s'était déjà prononcée en faveur de ce retrait. Il s'agissait vu les événements survenus dans la région depuis quelques années, de déterminer, si l'on pouvait ou devait chercher une formule propre à rassurer Israël qui craignait que le retrait de ses troupes n'amène une reprise des raids exécutés à partir de l'enclave de Gaza, et l'établissement d'entraves à la navigation dans le golfe d'Akaba. Le retrait des troupes ayant été exigé, en principe, par une décision de l'Assemblée, sans égard aux conséquences qu'il pourrait avoir pour les parties en cause, il n'était guère possible d'y rattacher des conditions. Certaines délégations soutenaient énergiquement que le point en litige était simple, qu'Israël devait retirer ses troupes et qu'aucune autre considération ne devait compliquer le problème. D'autres délégations, cependant, étaient d'avis que d'autres dispositions s'imposaient. Le délégué de la Nouvelle-Zélande, par exemple, exprimait cette dernière opinion dans les termes suivants: "... à notre avis, le retrait des troupes d'Israël derrière la ligne d'armistice doit être exécuté. Toutefois, ce n'est pas là tout ce qu'il faut faire. Un retour pur et simple au *statu quo* n'est pas suffisant. En vérité, ce serait plus qu'insuffisant, ce serait peu sage; ce serait à la fois injuste et dangereux".